

# BNS et Seco voient les crédits aux sociétés différemment

Pascal Schmuck

**ANALYSE** Le marché du crédit en Suisse n'a pas connu de rétrécissement généralisé après le rachat de Credit Suisse par UBS, même si le financement de certaines catégories s'est avéré problématique. C'est une des conclusions tirées par la Banque nationale suisse (BNS) dans une présentation publiée mercredi soir.

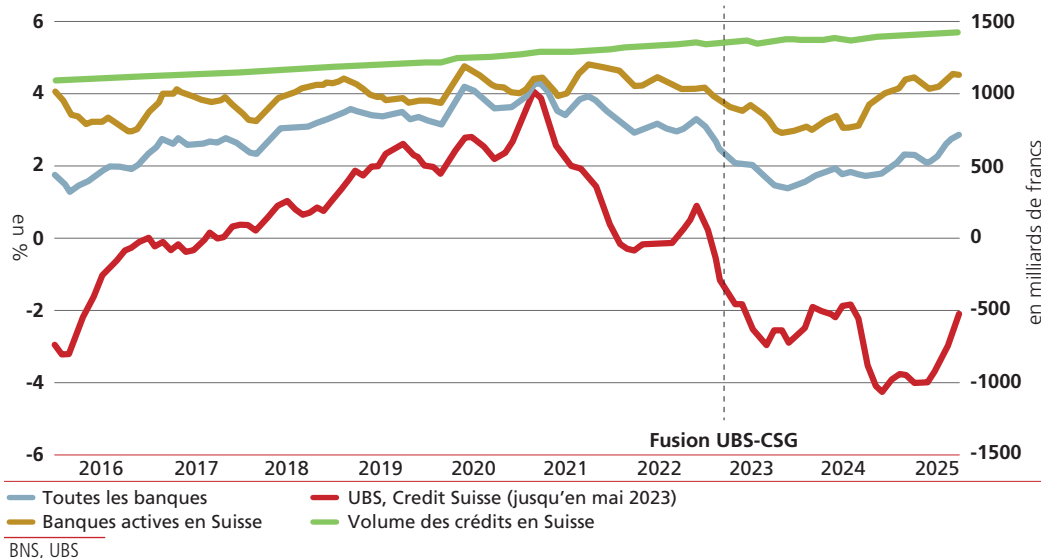
«Les banques universelles nationales peuvent avoir des difficultés à répondre à la demande de crédit pour des produits de niche généralement accordés par les grandes banques internationales», souligne la banque centrale. Non sans préciser que malgré des coûts d'ajustement pour les entreprises, les ménages et les banques, «rien n'indique qu'il y a eu un resserrement du crédit» («credit crunch»).

Le vice-président de la BNS Antoine Martin a présenté l'étude lors d'un séminaire organisé par Sciences Po et la Banque de France à Paris. Intitulée *La crise de Credit Suisse et son effet sur le marché suisse du crédit*, celle-ci revient notamment sur les entretiens menés par l'institut d'émission en 2025 avec plusieurs banques commerciales afin d'évaluer la situation.

## Attitude plutôt prudente

Si ces dernières ne font pas état d'un «credit crunch» généralisé, la demande de produits de crédit de niche a été plus difficile à satisfaire, notamment par les banques universelles nationales mais ces débouchés sont généralement desservis par les grands

LE VOLUME DES PRÊTS CROÎT MALGRÉ LA DÉBÂCLE DE CREDIT SUISSE



instituts internationaux, précise la BNS.

Ce constat contredit en partie une étude présentée fin janvier par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) réalisée par l'institut de recherche conjoncturelle BAK Economics. Le rapport montrait qu'à l'heure de récupérer des parts de marché, les banques étrangères présentes en Suisse ont affiché une attitude plutôt prudente en se concentrant sur des niches, «comme les très grandes entreprises à forte visibilité».

L'étude pointait des lacunes pas encore comblées et des vulnérabilités susceptibles de devenir structurelles, «notamment pour les entreprises innovantes, actives à l'international et de taille intermédiaire». Elle insistait sur la disponibilité réduite en capitaux dans les crédits importants non garantis, les financements syndiqués structurés, et, dans une moindre mesure, les émissions obligataires en francs. La BNS ne s'est pas épanchée sur ces spécificités.

Elle a en revanche également souligné que les banques ont fait état d'une augmentation des coûts de refinancement et, pour certaines d'entre elles, de besoins de financement plus élevés, en raison d'une croissance de la demande de crédit supérieure à celle des dépôts des clients. «Récemment, la situation s'est quelque peu normalisée, même si les conditions de refinancement restent difficiles pour les banques», peut-on lire dans le document présenté à Paris.

## Un message pour UBS

La BNS revient également sur le paquet de mesures, en particulier les exigences relevées en matière de fonds propres qu'envisage le Conseil fédéral pour les banques d'importance systémique. Partisane de ces dispositifs, elle rappelle que «les réserves de liquidités de Credit Suisse et les garanties constituées pour les facilités de la banque centrale n'ont pas suffi à couvrir les sorties massives de liquidités».

En outre, le capital déclaré de la banque aux deux voiles ne reflétait pas sa véritable capacité d'absorption des pertes, en raison de la valeur de ses actifs d'impôts différés qui s'était effondrée de 95% au troisième trimestre 2022. Et surtout, «le capital CET1 (*ndlr: fonds propres durs*) de la banque mère a diminué de 60%, principalement en raison de la baisse des bénéfices estimés des filiales étrangères».

Ce point fait l'objet d'un bras de fer entre UBS – qui a absorbé son ancienne rivale au printemps 2023 – et le Conseil fédéral, qui voudrait que les participations dans les filiales étrangères soient entièrement couvertes par des CET1 au niveau de l'entité mère en Suisse, alors qu'aujourd'hui, cette couverture n'est que de 60% environ. Cette volonté est combattue par le numéro un bancaire helvétique, qui estime qu'elle se traduirait par une augmentation de ses fonds propres comprise entre 20 et 40 milliards de francs, affectant sa compétitivité internationale. ■